MINUTE - PROCÈS-VERBAL

PROCÈS-VERBAL

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE

tenue le samedi 3 juin 1950, à 15 heures, à Paris, au Ministère des Affaires étrangères.

Sont présents :

BELGIQUE.	M. J. DUVIEUSART (1).
DANEMARK	M. Nils SVENNINGSEN (2).
FRANCE.	M. Robert SCHUMAN.
GRÈCE.	M. Nicolas PLASTIRAS, <i>Président.</i>
IRLANDE	M. Sean MacBRIDE.
ISLANDE.	M. Kristjan ALBERTSON (3).
ITALIE.	M. Carlo SFORZA.
LUXEMBOURG.	M. Jos. BECH.
NORVÈGE.	M. Halvard M. LANGE.
PAYS-BAS	M. D. U. STIKKER.
ROYAUME-UNI.	M. Ernest DAVIES (4).
SUÈDE.	M. K. J. WESTMAN (5).
TURQUIE	M. Fuad KÖPRÜLÜ.

M. J. C. PARIS, *Secrétaire Général.*

M. A. S. HALFORD, *Secrétaire Général Adjoint.*

Le PRÉSIDENT ouvre la séance.

I. Ordre du jour

Le Comité adopte l'ordre du jour provisoire élaboré par le Secrétaire Général et en aborde l'examen. (Annexe 1.)

II. Examen des conclusions du Comité Mixte ad hoc

(Réunion du 18 mai 1950 à Londres) (Annexe 2)

Le Comité approuve le principe de la création d'un Comité Mixte composé de représentants du

(1) Ministre des Affaires Économiques, en remplacement de M. P. VAN ZEELAND, Ministre des Affaires étrangères.

(2) Ambassadeur du Danemark à Paris, en remplacement de M. Gustav RASMUSSEN, Ministre des Affaires étrangères.

(3) Chargé d'Affaires a. i. de la Légation d'Islande à Paris, en remplacement de M. Bjarni BENEDIKTSSON, Ministre des Affaires étrangères.

(4) Sous-secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, en remplacement de M. Ernest BEVIN, Ministre des Affaires étrangères.

(5) Ambassadeur de Suède à Paris, en remplacement de M. Oesten UNDEN, Ministre des Affaires étrangères.

Comité des Ministres et de représentants de l'Assemblée Consultative.

Il donne son accord aux propositions formulées par le Comité Mixte *ad hoc* le 18 mai, quant à la structure et aux attributions du Comité Mixte.

En attendant la décision de l'Assemblée Consultative, il est convenu de confier au Comité Mixte *ad hoc* les attributions qui seront celles du Comité Mixte lorsqu'il aura été définitivement constitué.

Le Secrétaire Général est chargé de transmettre l'ensemble des présentes conclusions du Comité des Ministres à l'Assemblée Consultative.

III. Indications à donner au Secrétaire Général pour la rédaction du Rapport à l'Assemblée Consultative, en application de l'article 19 du Statut

Le Comité, ayant pris pour base de discussion le schéma élaboré par le Secrétariat Général, décide que le rapport envisagé comprendra un exposé de l'activité du Comité des Ministres et ne fera pas mention de suggestions ou de recommandations à l'Assemblée.

Le Secrétaire Général, compte tenu de cette remarque, est chargé de rédiger un projet de rapport qui sera communiqué aux Membres, lesquels seront invités à faire connaître leurs observations au Secrétariat Général dans un délai rapproché. A l'expiration de ce délai, les Conseillers des Ministres se réuniront afin d'approuver définitivement le Rapport.

Il est convenu, par ailleurs, que les commentaires dont le Comité voudra accompagner l'énumération des faits contenus dans le Rapport, ou les enseignements qu'il estimera pouvoir tirer de l'expérience déjà acquise, figureront dans un document séparé, ayant la forme d'un message, d'une déclaration ou d'une lettre.

Les gouvernements des Membres communiqueront au Secrétariat Général leurs suggestions à cet égard. Un projet préparé par le Secrétaire Général sera soumis aux Conseillers des Ministres lors de leur réunion. Le texte définitif de ce document sera arrêté par le Comité des Ministres lui-même lors de sa session du 3 août.

Il est convenu enfin d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité la question de l'application de l'article 27 du Statut (art. 12 et 12 *bis* du Règlement intérieur provisoire du Comité des Ministres).

IV. Situation des Membres Associés à l'égard des diverses activités du Conseil de l'Europe

Le Comité, estimant que les problèmes posés par l'existence de Membres Associés au sein du Conseil de l'Europe ne se révéleront pratiquement qu'au moment de la deuxième session de l'Assemblée, il est convenu d'ajourner l'examen de cette question et d'en reporter l'inscription à l'ordre du jour de la cinquième session du Comité des Ministres.

V. Questions à inscrire à l'ordre du jour de la deuxième Session de l'Assemblée Consultative

Le Comité tenant compte de certaines propositions figurant dans le schéma de Rapport du Secrétaire Général, et désireux de laisser aux gouvernements le loisir d'étudier d'une façon plus approfondie l'ensemble de cette question, décide de prier les gouvernements d'adresser, aussitôt que possible, leurs suggestions au Secrétariat Général. Les propositions seront diffusées par le Secrétariat Général à tous les Membres pour commentaire éventuel. Le Comité Mixte *ad hoc* devant discuter, à sa réunion du 24 juin, l'ordre du jour de l'Assemblée, ses conclusions à ce sujet seront également diffusées aux Membres pour commentaire.

Le Comité des Ministres, lors de sa cinquième session, se trouvera donc en présence des suggestions émanant des gouvernements et du Comité Mixte *ad hoc* et sera en mesure de prendre une décision définitive.

VI. Droits de l'homme

Le Comité des Ministres avait, lors de sa dernière session, convenu de ne pas prendre de décision sur la question de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'homme, avant d'avoir pris l'avis de Sir David Maxwell-Fyfe, Président de la Commission des Questions juridiques et administratives.

Sir David a fait état de son désir de voir la

Commission tout entière habilitée à prendre connaissance des conclusions de la réunion des Hauts Fonctionnaires convoquée pour le 8 juin, à Strasbourg.

Le Comité décide de déférer au désir de Sir David, étant entendu que l'échange de vues auquel pourront se livrer les membres de la Commission des Questions juridiques sur le rapport des Hauts Fonctionnaires ne saurait en rien engager les gouvernements.

Le Comité prendra une position définitive sur le fond du problème lors de sa cinquième session. Le rapport du Comité sera ensuite transmis à l'Assemblée.

VII. Questions diverses

A. *Rapport de M. Numan MENEMENCIOGLU, Ambassadeur de Turquie à Paris, Président du Sous-Comité constitué en vertu d'une décision du Comité des Ministres, en vue de procéder, en liaison avec l'O. E. C. E., à des consultations sur le problème de l'échange d'informations entre le Conseil de l'Europe et l'O. E. C. E.*

Le Comité des Ministres ayant pris connaissance du rapport élaboré par le Président du Sous-Comité, à la suite de la réunion du 26 mai 1950 et du rapport établi parallèlement par l'Organisation Européenne de Coopération Économique, décide d'approuver les arrangements intervenus, tels qu'ils sont présentés dans le rapport de la Commission de l'O. E. C. E. en date du 31 mai 1950, approuvé le même jour par le Conseil de l'O. E. C. E.

Le Comité des Ministres félicite unanimement M. Numan Menemencioglu de la manière dont il s'est acquitté du mandat qui lui a été confié en collaboration avec les représentants de la France et de Grande-Bretagne.

B. *Création de Bureaux de liaison restreints, dans certaines capitales des États membres du Conseil.*

Le Comité préférant, avant de se prononcer, pouvoir se réclamer d'une plus longue expérience, décide d'ajourner l'examen de ces propositions jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire de l'Assemblée.

Le Président prononce la clôture de la quatrième session du Comité des Ministres à 19 heures.